

Carte des juridictions applicables sur le web

Droit français

Exemples de textes de lois français applicables

Réglementation sur la communication audiovisuelle
Ordonnances de référé (sources de jurisprudence)
Droit de la presse et de la communication
Code de la consommation (e-commerce)
Loi Informatique, fichiers et libertés
Code de la propriété intellectuelle
Loi sur la fraude informatique
Droit des marques

Directives communautaires

Exemples de propositions de directives européennes

Relative au commerce électronique (code de conduite)
Relative à la protection juridique des bases de données
Relative aux droit d'auteur et droits voisins
Relative à la monnaie électronique
Relative à la signature électronique



Conventions internationales

Exemples de traités conclus entre plusieurs états

Convention de La Haye (1955) relative à la vente internationale d'objets mobiliers corporels
Convention de Rome (1980) relative à la loi applicable aux obligations contractuelles
Convention de Vienne (1980) relative aux contrats de vente internationale de marchandise
Conventions de Berne et Genève relatives aux droits d'auteur

(Auto)régulation sur Internet

Exemples de textes ou résolutions de litiges hors juridiction nationale ou internationale

Netiquette (règles de bonne conduite)
Charte de l'Internet (règles des acteurs de l'Internet)
Chartes de qualités et codes professionnels
Cybertribunaux (médiation et arbitrage entre parties)

Autorités sur le réseau

Acronyme	Nom complet	Origine	Missions	Site web
C NIL	Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés	Loi Informatique et libertés 1978	Autorité administrative indépendante dont la mission est le respect des dispositions légales sur les données nominatives Cela comprend le recensement des fichiers, les contrôles, la réglementation, l'information et l'instruction des plaintes	http://www.cnil.fr
COB	Commission des Opérations de Bourse	Ordonnance du 28 septembre 1967	Autorité administrative indépendante dont la mission est de veiller à la protection de l'épargne, à l'information des investisseurs, au bon fonctionnement des marchés d'instruments financiers . Elle a mis en ligne des recommandations concernant les produits financiers sur le web	http://www.cob.fr
APP	Agence pour la Protection des Programmes	1982	L'APP a développé une action en matière de défense des auteurs d'oeuvres et de gestion des droits relatifs aux technologies de l'information. Ses agents assermentés peuvent constater des infractions sur le web	http://app.legalis.net
CSA	Conseil Supérieur de l'Audiovisuel	loi du 17 janvier 1989	Autorité administrative indépendante, cette instance de régulation du secteur audiovisuel français garantit en France l'exercice de la liberté de communication audiovisuelle . Se penchant actuellement sur les NTIC, le CSA peut être saisi de demandes d'avis ou d'études par le pouvoir exécutif et législatif	http://www.csa.fr
BVP	Bureau de Vérification de la Publicité	1935	Le BVP est une association interprofessionnelle garantissant le droit et l'éthique en publicité par ses conseils et son contrôle. Il élabore des recommandations, véritables codes d'usages professionnels	
DGDDI	Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects	1998	Au sein du ministère de l'Economie, la DGDDI a mis en place une " cellule de recueil et d'analyse Internet douane " en 1998 pour assurer une veille sur le web, analyser les risques et rechercher la fraude dans le domaine du commerce électronique	http://www.finances.gouv.fr/DGDDI/
DGCCRF	Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes	Arrêté du 20 février 1998	Au sein du ministère de l'Économie, la DGCCRF est une administration de régulation ayant pour mission de veiller au bon fonctionnement des marchés (Développement du libre jeu de la concurrence, garantie de la qualité des produits et des services protection des intérêts des consommateurs)	http://www.finances.gouv.fr/DGCCRF/
BCRCI	Brigade Centrale de la Répression de la Criminalité Informatique	1994	Brigade de la Police Judiciaire, la BCRCI assure la gestion et la transmission des messages relatifs à la criminalité informatique . Une "cellule Internet", créée en 1998, recherche les infractions sur le réseau. Elle travaille en étroite coopération avec la DST (Direction de la Sécurité du Territoire)	
SEFTI	Service des Enquêtes sur les Fraudes aux Technologies de l'Information		Au niveau de la Préfecture de police de Paris, le SEFTI dispose d'une compétence d'attribution géographique limitée à Paris et à la petite couronne. La Brigade de Protection des Mineurs (BPM) dispose également d'une cellule de veille sur Internet	
SCSSI	Service Central de la Sécurité des Systèmes d'Information	décret du 3 mars 1986	Service dépendant du Premier Ministre et sous l'autorité du Secrétaire général de la défense nationale. Il s'occupe des questions de cryptologie et de sécurisation des systèmes d'information	http://www.scssi.gouv.fr/

Recherches de droits médias



